

j'ai exposé les actes accomplis par le gouvernement actuel, en suivant les quatorze articles du programme qu'il avait soumis au peuple en 1935. J'ai cité entre autres la question de défense; mais je peux dire à mon honorable ami qu'il n'a été fait aucune mention du parti conservateur au cours de cette allocution. J'ajouterai que lors de l'assemblée du 26 novembre, du haut de la tribune, à Victoria, j'ai publiquement rectifié la citation erronée qu'avait publiée le *Victoria Daily Colonist* relativement à l'attitude de son parti.

L'hon. M. STIRLING: Je dois dire que je l'ignorais absolument.

L'hon. M. MACKENZIE: J'en suis persuadé. L'erreur du compte rendu du *Colonist* n'a pas été signalée à mon honorable ami. Or, la première et la deuxième fois, j'avais félicité le parti conservateur de l'appui qu'il avait donné au budget de la défense nationale d'il y a un an. Je sais ce qui a induit mon honorable ami en erreur; je me doute qui l'a mal renseigné, aussi bien au sujet de cette assemblée qu'à propos de la causerie à l'institut militaire. Ses allégations de cet après-midi sont fondées sur de faux renseignements que lui ont fournis ceux qui le conseillent; là-bas, à Victoria; je pourrais lui en donner des preuves abondantes. J'ai effectivement critiqué nos honorables collègues de la Fédération du commonwealth coopératif; j'ai cité ce qu'ils avaient dit dans cette enceinte, l'an dernier, à l'appui de leur motion de défiance, lors de la mise en délibération du budget de la défense nationale. N'était-il pas juste de la part du ministre de la Défense nationale, citoyen de la province de Colombie-Britannique et prenant part à une campagne d'élection complémentaire dans cette province, d'expliquer aux gens de Victoria ce que nous cherchions à faire, l'an dernier, lorsque nos honorables collègues du parti de la Fédération du commonwealth coopératif proposèrent une motion de défiance qui aurait causé la chute du ministère sur cette même question que je débattais au cours de cette campagne électorale?

Je n'ai pas à m'excuser d'avoir soulevé la question de défense nationale et les gens de Victoria ne regrettent pas aujourd'hui qu'elle ait été discutée. Alors, pourquoi toutes ces évocations du passé et ces réflexions tardives, puisque les citoyens de Victoria ont tranché la question une fois pour toutes? Toutes les faussetés et les rapports inexacts qui ont été communiqués à nos honorables collègues d'en face ne modifieront pas la décision et la détermination des gens de Victoria, qui veulent que les ouvrages de défense autour de cette ville soient effectués avec vigueur, prévoyance et fermeté. Nous avons eu deux discours: l'un, au sujet de l'élection complémentaire de

[L'hon. M. Mackenzie.]

Victoria; l'autre, à propos du détachement canadien aux fêtes du couronnement. Nous avons entendu un homme insulter l'uniforme canadien, tandis que l'autre se fiait à des rancantars qui lui sont peut-être venus de citoyens de Victoria au sujet des déclarations du ministre de la Défense nationale. Je n'ai aucune excuse à faire à l'égard de quoi que ce soit, je n'ai rien à retirer et je n'ai pas d'explication à donner. Au cours de ces réunions, j'ai félicité de leur appui les honorables députés d'en face, et j'ai condamné l'attitude de la Fédération du commonwealth coopératif, et j'en ferais autant demain sur cette question de la défense nationale. Les élections qui ont eu lieu en Australie, il n'y a pas longtemps, ont porté sur cette question de la défense, et lors de certaines élections complémentaires tenues récemment en Angleterre et en Ecosse, la lutte s'est faite sur ce même sujet. Les mesures efficaces de défense devraient être mises au premier plan dans notre pays. Pourquoi faudrait-il cacher quelque chose au peuple à cet égard? Dans quel but sinistre veut-on que l'on fasse le silence sur les grandes lignes du programme? Pourquoi? Parce qu'on a perdu une circonscription qui était restée fidèle au même parti pendant trente et un ans; parce que les électeurs de Victoria ont approuvé la politique du Gouvernement libéral. Les honorables députés devraient accepter leur défaite avec patience et dignité. Ils sont mal venus de proposer une motion de défiance envers le présent Gouvernement, à l'égard d'une question sur laquelle les gens de Victoria, Colombie-Britannique, se sont déjà prononcés catégoriquement.

Le très hon. R. B. BENNETT (chef de l'opposition): Je n'avais pas l'intention de participer bien longuement à ce débat, mais tout le monde, je crois, doit se rendre compte que les contribuables du pays s'indignent avec raison de ce que les impôts qu'ils versent ne puissent être utilisés que pour donner de l'emploi aux partisans du Gouvernement. Voilà, à proprement parler, ce que l'on se propose de faire à Victoria. Les remarques du ministre m'ont fort surpris. Il savait parfaitement que la carte rouge dont il a parlé était la carte militaire, mais nul ne pouvait obtenir une carte rouge s'il ne possédait pas une carte de membre de l'association libérale.

L'hon. M. MACKENZIE: C'est inexact.

Le très hon. M. BENNETT: C'était exact à ce moment-là. Et qui plus est, on peut le faire établir par des témoins; qu'on institue une commission royale et l'on pourra recueillir leurs dépositions.